



## RYTHMES SCOLAIRES

# La Municipalité de Marseille sans ambition et à contre-temps.

Il y a quelques semaines, le Maire de Marseille communiquait sur son refus de mettre en place la réforme des rythmes scolaires.

Dans sa déclaration, aucune ambition pour la réussite de tous les élèves, aucune exigence d'une réforme permettant de rattraper les dégâts des années Sarkozy, par le rétablissement des moyens enlevés aux écoles, des RASED, la mise en place de nouveaux programmes. C'est une vision passéiste de l'école à laquelle la Municipalité s'accroche en essayant au passage de masquer les années de manque d'investissement dans le temps péri-éducatif auquel sont confrontées les familles.

Dans un contexte de mobilisation des personnels pour le retrait du décret actuel et la mise en place d'une autre réforme des rythmes scolaires, la Municipalité actuelle ne peut néanmoins pas se dédouaner des carences de la politique municipale menée depuis des années en direction de l'enfance et de la jeunesse sur l'ensemble des domaines relevant de ses prérogatives:

- Insuffisance de personnel affecté tant au fonctionnement des écoles (ATSEM, nettoyage, remplacement des personnels absents,...) et de leurs activités péri-éducatives (cantine) qu'au secteur périscolaire (statut, rémunération des personnels municipaux et animateurs et les nombreux précaires notamment ceux chargés l'aide à la surveillance interclasse ASIC).
- Manque de structures d'accueil péri-éducatives et d'infrastructures culturelles, ou sportives (centres de loisirs, jardins publics, piscines, bibliothèques, salles dans les écoles affectées à l'animation, aux garderies,...)
- Insuffisance des budgets de fonctionnement de ces structures lorsqu'elles existent.

La nécessité d'agir pour donner sa place à l'enfant dans notre ville est soulignée par les indicateurs de difficulté sociale: 26% des familles vivent en-dessous du seuil de pauvreté, 44% des enfants vivent au sein d'une famille à bas revenus.

Dans ce contexte de latence lié à la période pré-électorale des municipales, les syndicats SDU13-FSU, SNUipp13-FSU, CGT Educ'action 13, SUD éducation BdR considèrent qu'il est temps de faire le pari de l'avenir en programmant un plan d'urgence pour améliorer le fonctionnement des écoles et mettre en place un réel service périscolaire répondant aux besoins des familles et des enfants.

Marseille le 13 janvier 2014